



## déclaration de la FSU11 au CTSD du 05 septembre 2013

La crise économique, mais aussi écologique, sociale et démocratique, frappe durement les populations. Partout en Europe, dans le cadre des politiques d'austérité, les gouvernements s'attaquent aux services publics, aux salaires et aux retraites. Avec en France, un bilan social terrible : 10 millions de pauvres, plus de 5 millions de chômeuses et chômeurs et une chute historique du pouvoir d'achat pour des millions de salarié-es.

Beaucoup espéraient une rupture avec la politique néolibérale et autoritaire de Sarkozy. Mais le gouvernement Hollande en poursuit globalement les orientations et les projets, aggravant même, aujourd'hui, l'austérité budgétaire et salariale !

Le projet de réforme des retraites est emblématique de cette politique. La crise est la principale cause du déficit à combler. Malgré un semblant d'habillage social destiné à obtenir l'appui des organisations réformistes, il s'agit de nouveau d'en faire porter le poids sur le dos des salarié-es et des retraité-es. Ils sont les seuls à payer ! L'adhésion des jeunes au système par répartition est fragilisée, ouvrant ainsi franchement la porte aux assurances privées !

C'est pourquoi, porteuse d'un syndicalisme de transformation sociale, la FSU appelle à la grève unitaire du 10 septembre. Cette journée nationale interprofessionnelle d'action au sujet des retraites constitue un premier rendez-vous de mobilisation contre la politique d'austérité et pour une autre répartition des richesses.

Dans l'éducation, la rupture n'est pas là . Pour cette deuxième rentrée de Peillon, les annonces de « priorité au primaire », « de retour de la formation professionnelle », de volonté de « refonder l'école », tant de fois martelées, sont largement contredites par ce qui est mis en place. Et par ce qui ne l'est pas.

Les créations d'emplois ne compenseront pas les suppressions Sarkozy et seront insuffisantes au regard de la hausse des effectifs. Les conditions de travail, fortement dégradées, ne s'amélioreront pas. Nous sommes, dans l'Aude, bien placés pour faire ce constat. Sureffectifs, postes de RASED insuffisants, scolarisation des 2,5 ans très affaiblie, encore une rentrée où, faute de moyens suffisants pour répondre aux besoins, les conditions de scolarisation des élèves continuent de se dégrader.

Et ce n'est pas la « réforme des rythmes » qui se met en place dans l'urgence et dans l'impréparation la plus totale ; ce n'est pas cette réforme-là qui va nous faire oublier le sous-investissement chronique dont pâtissent les écoles de notre département.

Dernier point, la loi d'orientation n'est pas, sur l'essentiel, en rupture avec les dix dernières années et ne porte pas de véritable élan de démocratisation. Pire, ses décrets d'application s'inscrivent dans les fondamentaux des politiques éducatives précédentes : socle, école du socle et territorialisation de l'école. Et les quelques avancées que pourraient constituer le « plus de maîtres que de classes » ou la scolarisation des moins de trois ans sont plombées par les choix budgétaires, actuels et surtout à venir, et relèvent plus de la communication médiatique que d'une réalité vécue dans les écoles.

Ce ne sont pas les effets d'annonce du pouvoir qui nous empêcheront, quel que soit le gouvernement, de porter une analyse indépendante, de construire et de défendre, avec la profession, de nécessaires propositions progressistes exigeantes. La FSU est porteuse d'un projet ambitieux de transformation de l'école, des services publics et de la société. Ces transformations sont possibles. Les dégâts de la crise les rendent indispensables.